



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1988/1/Add.1
31 décembre 1987

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-quatrième session
1er février - 11 mars 1988

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ANNOTE

Etabli par le Secrétaire général

1. Election du Bureau

L'article 15 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social dispose qu'"au début de la première séance de chacune de ses sessions ordinaires, la commission élit parmi les représentants de ses membres un président, un ou plusieurs vice-présidents et d'autres membres du Bureau, selon que de besoin".

2. Adoption de l'ordre du jour

L'article 7 du règlement intérieur dispose "qu'au début de chaque session, la commission, après l'élection du Bureau, ... arrête l'ordre du jour de la session en se fondant sur l'ordre du jour provisoire".

La Commission sera saisie de l'ordre du jour provisoire (E/CN.4/1988/1), établi par le Secrétaire général conformément à l'article 5 du règlement intérieur, ainsi que du présent document, contenant les annotations relatives aux points inscrits à l'ordre du jour provisoire.

3. Organisation des travaux de la session

L'attention de la Commission est appelée sur les résolutions se rapportant au contrôle et à la limitation de la documentation (entre autres, la résolution 33/56 de l'Assemblée générale et les résolutions 1981/83 et 1982/50 du Conseil économique et social). La Commission se souviendra en outre que, à ses cinq dernières sessions, elle avait imposé certaines limites

à la durée des interventions. A sa quarante-troisième session, par exemple, le temps de parole des membres de la Commission était limité à une intervention de 15 minutes, deux interventions de 10 minutes ou trois interventions de sept minutes par question. Pour les observateurs et les organisations non gouvernementales, le temps de parole était limité à une intervention de dix minutes par question, tandis que les Etats représentés par des observateurs qui faisaient l'objet d'un rapport et les mouvements de libération pouvaient faire une déclaration de 15 minutes ou deux déclarations de dix minutes par question. Il avait également été décidé que, pour ce qui était du droit de réponse, la pratique de l'Assemblée générale - à savoir, deux réponses au maximum, la première de dix minutes et la seconde de cinq minutes - serait de nouveau observée. En raison des contraintes financières actuelles et des réductions globales imposées, la session devra être d'emblée très soigneusement planifiée, compte tenu de la nécessité absolue d'un maximum d'efficacité dans l'utilisation des ressources disponibles.

Groupes de travail

La session sera précédée par les réunions des groupes de travail d'avant session qui sont indiquées au paragraphe 3 du document E/CN.4/1988/1, et qui pourront aussi se poursuivre pendant la session. En outre, on prévoit qu'un groupe de travail de session se réunira pendant la quarante-quatrième session de la Commission, comme cela est indiqué au paragraphe 4 du même document.

Composition de la Commission

En 1988, la Commission sera composée des Etats suivants, dont le mandat vient à expiration au 31 décembre de l'année indiquée entre parenthèses après le nom de l'Etat : Algérie (1988), Allemagne (République fédérale d') (1990), Argentine (1990), Bangladesh (1988), Belgique (1988), Botswana (1990), Brésil (1989), Bulgarie (1990), Chine (1990), Chypre (1988), Colombie (1988), Costa Rica (1988), Espagne (1990), Etats-Unis d'Amérique (1989), Ethiopie (1988), France (1989), Gambie (1990), Inde (1988), Iraq (1989), Irlande (1988), Italie (1989), Japon (1990), Mexique (1989), Mozambique (1988), Nicaragua (1988), Nigéria (1990), Norvège (1988), Pakistan (1989), Pérou (1990), Philippines (1989), Portugal (1990), République démocratique allemande (1989), République socialiste soviétique de Biélorussie (1988), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (1990), Rwanda (1989), Sao Tomé-et-Principe (1990), Sénégal (1989), Somalie (1989), Sri Lanka (1990), Togo (1989), Union des Républiques socialistes soviétiques (1988), Venezuela (1990), Yougoslavie (1989).

4. Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine

Depuis sa vingt-quatrième session (1968), la Commission est saisie chaque année de la question de la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés par Israël à la suite des hostilités de juin 1967.

A sa quarante-troisième session, la Commission a adopté la résolution 1987/2 A, par laquelle elle a décidé d'inscrire cette question à l'ordre du jour de sa quarante-quatrième session en lui attribuant un rang de priorité élevé.

La Commission a adopté deux autres résolutions - 1987/1 et 1987/2 B - se rapportant à la même question.

Conformément au paragraphe 9 de la résolution 1987/1, aux paragraphes 14 et 15 de la résolution 1987/2 A et au paragraphe 9 de la résolution 1987/2 B, la Commission sera saisie d'un rapport du Secrétaire général sur les mesures prises pour appeler l'attention sur ces résolutions et leur donner la plus large publicité possible (E/CN.4/1988/3), ainsi que d'une note du Secrétaire général énumérant les rapports des Nations Unies qui traitent de la situation de la population dans les territoires occupés, y compris la Palestine (E/CN.4/1988/5).

A sa trente-neuvième session, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a adopté la résolution 1987/11, sur la situation dans les territoires palestiniens et arabes occupés par Israël.

A cet égard, l'attention de la Commission est aussi appelée sur la résolution 42/160, A à G, de l'Assemblée générale, en date du 8 décembre 1987.

5. Question des droits de l'homme au Chili

Depuis sa trente et unième session (1975), la Commission étudie cette question à titre hautement prioritaire.

Le 1er février 1985, le Président de la Commission avait nommé M. Fernando Volio Jiménez (Costa Rica) Rapporteur spécial pour la question de la situation des droits de l'homme au Chili, sur la base de la résolution 11 (XXXV) de la Commission des droits de l'homme, en date du 6 mars 1979.

A sa quarante-troisième session, la Commission a adopté la résolution 1987/60, par laquelle elle prorogeait d'un an le mandat du Rapporteur spécial et priait celui-ci de faire rapport à l'Assemblée générale, à sa quarante-deuxième session, et à la Commission, à sa quarante-quatrième session, sur la situation des droits de l'homme au Chili. Par sa décision 1987/152, le Conseil économique et social a entériné la résolution de la Commission. On peut aussi se reporter à cet égard à la résolution 1987/20 de la Sous-Commission.

A sa quarante-deuxième session, l'Assemblée générale était saisie du rapport du Rapporteur spécial (A/42/556 et Corr.1). Le 7 décembre 1987, l'Assemblée générale a adopté la résolution 42/147.

A sa quarante-quatrième session, la Commission sera saisie du rapport du Rapporteur spécial à l'Assemblée générale (A/42/556 et Corr.1), mis à jour par le Rapporteur spécial dans un rapport supplémentaire (E/CN.4/1988/7).

6. Violations des droits de l'homme en Afrique australe : rapport du Groupe spécial d'experts

Le Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe a été créé conformément à la résolution 2 (XXIII), du 6 mars 1967, de la Commission qui a régulièrement renouvelé son mandat depuis lors, et tout dernièrement par la résolution 1987/14. Le Conseil économique et social a fait sienne cette résolution par sa décision 1987/142. Par ses résolutions 1987/8 et 1987/14, la Commission a prié le Groupe spécial d'experts de garder à l'étude les politiques et pratiques qui constituent une violation des droits de l'homme en Afrique du Sud et en Namibie, et de lui présenter un rapport intérimaire contenant ses conclusions à sa quarante-quatrième session et un rapport définitif à sa quarante-cinquième session.

A sa quarante-quatrième session, la Commission sera saisie du rapport intérimaire du Groupe d'experts (E/CN.4/1988/8).

L'attention de la Commission est aussi appelée sur la résolution 42/124 de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1987, relative à la torture et au traitement inhumain d'enfants détenus en Afrique du Sud.

7. Conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes colonialistes et racistes d'Afrique australe

La Commission examine cette question depuis sa trentième session (1974). La question est aussi régulièrement examinée par la Sous-Commission et par l'Assemblée générale.

A sa quarante-troisième session, la Commission a adopté les résolutions 1987/9 et 1987/10, par lesquelles elle invitait le Rapporteur spécial à mettre à jour, chaque année, la liste des banques, sociétés transnationales et autres organismes qui aident le régime raciste d'Afrique du Sud, et aux termes desquelles elle invitait également les gouvernements à coopérer avec le Rapporteur spécial pour que le rapport soit encore plus précis et riche d'informations.

A sa trente-neuvième session, la Sous-Commission a adopté les résolutions 1987/5 et 1987/7. Par sa résolution 1987/5, elle priait le Président de la Sous-Commission d'inviter M. Khalifa à examiner, sans incidences financières, la possibilité pour la Sous-Commission d'entreprendre une étude sur l'impact du désinvestissement et le remplacement des investissements par des liens sans participation au capital, qui porterait également sur la pratique racialement discriminatoire des désinvestissements fictifs, notamment par le détournement des procédures et le recours aux franchises. Par sa résolution 1987/7, la Sous-Commission, agissant par l'intermédiaire de la Commission, recommandait au Conseil économique et social d'inviter le Rapporteur spécial à continuer de mettre à jour la liste des banques, sociétés transnationales et autres organisations qui aident le régime raciste d'Afrique du Sud.

A sa quarante-quatrième session, la Commission sera saisie du rapport mis à jour du Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1987/8/Rev.1 et Add.1, parties I et II).

8. Question de la jouissance effective, dans tous les pays, des droits économiques, sociaux et culturels proclamés par la Déclaration universelle des droits de l'homme et par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et étude des problèmes particuliers que rencontrent les pays en développement dans leurs efforts tendant à la réalisation des droits de l'homme et notamment :
- a) Problèmes relatifs au droit à un niveau de vie suffisant, droit au développement
 - b) Effets que l'ordre économique international injuste existant actuellement exerce sur l'économie des pays en développement, et obstacle que cela constitue pour la mise en oeuvre des droits de l'homme et des libertés fondamentales
 - c) La participation populaire sous ses diverses formes en tant que facteur important du développement et de la réalisation intégrale de tous les droits de l'homme

Par sa résolution 2 (XXXI) du 10 février 1975, la Commission a décidé de maintenir ce point en permanence à son ordre du jour en lui attribuant un rang de priorité élevé, et, par la suite, elle y a intégré les alinéas a) et b) en 1980 et l'alinéa c) en 1984.

A sa quarante-troisième session, la Commission a adopté la résolution 1987/19, par laquelle elle faisait appel à tous les Etats pour qu'ils appliquent une politique visant à mettre en oeuvre, à promouvoir et à protéger les droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques. Elle y demandait à tous les Etats de coopérer les uns avec les autres pour favoriser le progrès social et de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande. En outre, la Commission priait le Secrétaire général d'inviter les gouvernements, les organes des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales qui ne l'avaient pas encore fait à commenter leurs politiques de mise en oeuvre, de promotion et de protection des droits économiques, sociaux et culturels, et de lui présenter un rapport sur la question à sa quarante-quatrième session. Conformément à cette résolution, la Commission sera saisie d'un rapport du Secrétaire général (E/CN.4/1988/9).

Droit au développement

Par sa résolution 36 (XXXVII) du 11 mars 1981, la Commission des droits de l'homme avait décidé de constituer un groupe de travail d'experts gouvernementaux qui serait chargé d'étudier la portée et le contenu du droit au développement, ainsi que les moyens les plus efficaces pour assurer la réalisation, dans tous les pays, des droits économiques, sociaux et culturels inscrits dans divers instruments internationaux, en accordant une attention particulière aux obstacles rencontrés par les pays en développement dans les efforts qu'ils déploient pour assurer la jouissance des droits de l'homme. Cette décision avait été approuvée par le Conseil économique et social dans sa décision 1981/149. De 1981 à 1985, le Groupe de travail a tenu neuf sessions.

A sa quarante et unième session, l'Assemblée générale a proclamé par sa résolution 41/128 la Déclaration sur le droit au développement. Elle a aussi

adopté, à cette session, la résolution 41/131, dans laquelle elle notait avec satisfaction la décision prise par la Commission au sujet des travaux futurs du Groupe de travail.

A sa quarante-troisième session, par sa résolution 1987/23, la Commission a pris acte du rapport du Groupe de travail d'experts gouvernementaux (E/CN.4/1987/10), et elle a prié le Secrétaire général de communiquer ce rapport à l'Assemblée générale à sa quarante-deuxième session et de diffuser la Déclaration sur le droit au développement à tous les gouvernements, aux organes et aux institutions spécialisées des Nations Unies, ainsi qu'aux organisations gouvernementales et non gouvernementales, dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, en les invitant d'urgence et à titre hautement prioritaire à faire connaître leurs observations et leurs vues sur la question de la mise en oeuvre de la Déclaration. Par la même résolution, la Commission décidait de convoquer le Groupe de travail pendant deux semaines en janvier 1988. Le Conseil économique et social a approuvé cette décision de la Commission par sa décision 1987/145.

La Commission a aussi décidé dans sa résolution 1987/23 d'examiner à sa quarante-quatrième session la question de la poursuite des activités et de l'élargissement possible du Groupe de travail, compte tenu de l'intérêt des Etats pour la question.

Le Groupe de travail doit se réunir du 11 au 22 janvier 1988, pour étudier la compilation analytique des observations et des vues relatives à la mise en oeuvre de la Déclaration sur le droit au développement. La Commission sera saisie du rapport du Groupe de travail (E/CN.4/1988/10).

L'attention de la Commission est aussi appelée sur la résolution 42/117 de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1987, intitulée "Droit au développement".

La participation populaire en tant que facteur important de la réalisation intégrale de tous les droits de l'homme

A sa quarante et unième session, la Commission, dans sa résolution 1985/44, avait prié le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale son étude définitive sur la participation populaire (E/CN.4/1985/10 et Add.1 et 2). Dans sa résolution 40/99, l'Assemblée avait pris acte de cette étude et invité les gouvernements, les institutions spécialisées et autres organismes compétents des Nations Unies, ainsi que les organisations non gouvernementales intéressées, à communiquer au Secrétaire général leurs observations sur cette étude. Elle priait en outre la Commission de continuer à examiner la question de la participation populaire sous ses diverses formes en tant que facteur important de la réalisation intégrale de tous les droits de l'homme, et d'informer l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, des résultats de cet examen.

A sa quarante-troisième session, la Commission a adopté à ce sujet la résolution 1987/21, dans laquelle elle invitait les gouvernements, les organes des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales qui ne l'avaient pas encore fait à formuler des observations sur l'étude relative à la participation populaire sous ses diverses formes en tant que facteur important du développement et de la réalisation intégrale

de tous les droits de l'homme. La Commission sera saisie d'un rapport (E/CN.4/1988/11) contenant les observations reçues conformément à cette résolution.

Droit à un logement approprié

A la suite de la demande formulée par l'Assemblée générale au paragraphe 4 de sa résolution 41/146, la Commission, à sa quarante-troisième session, a adopté la résolution 1987/22, dans laquelle elle demandait à tous les Etats et organisations internationales intéressées d'accorder une attention particulière à la réalisation du droit à un logement convenable, en invitant tous les Etats à faire part, dans leurs rapports sur la réalisation des buts et objectifs de l'Année internationale du logement des sans-abri (voir résolution 37/221 de l'Assemblée), des mesures qu'ils auraient prises à cet égard. La Commission demandait aussi au Secrétaire général de prêter l'attention voulue à la question de la promotion du droit à un logement convenable dans l'information qu'il doit fournir à l'Assemblée sur la réalisation des objectifs de l'Année internationale du logement des sans-abri, et de communiquer cette information à la Commission à sa quarante-quatrième session.

A sa première session ordinaire de 1987, le Conseil économique et social a adopté deux résolutions sur le droit à un logement convenable : la résolution 1987/37, intitulée "Année internationale du logement des sans-abri", et la résolution 1987/62, intitulée "Réalisation du droit à un logement approprié". Le 7 décembre 1987, l'Assemblée générale a adopté la résolution 42/146 sur la même question.

Droit à la propriété

A sa quarante-troisième session, la Commission a adopté la résolution 1987/17, intitulée "Le respect du droit de chacun, aussi bien seul qu'en collectivité, à la propriété et sa contribution au développement économique et social des Etats Membres", dans laquelle elle notait qu'à ce sujet, dans sa résolution 41/132, l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général d'établir, en tenant compte des vues des Etats Membres, des institutions spécialisées et des autres organismes compétents du système des Nations Unies, un rapport sur, entre autres, la relation entre le plein exercice par chacun des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et en particulier du droit de chacun, seul ou en collectivité, à la propriété, tel qu'énoncé à l'article 17 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La Commission faisait par ailleurs appel aux parties susmentionnées pour qu'elles répondent de manière aussi constructive et concrète que possible à l'invitation qui leur était adressée dans la résolution 41/132 de l'Assemblée, et elle les invitait à examiner avec attention le rapport du Secrétaire général.

A cet égard, l'attention de la Commission est appelée sur la résolution 42/114 de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1987, sur la même question.

A sa quarante-troisième session également, la Commission a adopté la résolution 1987/18, intitulée "Influence de la propriété sur le développement économique et social des Etats Membres", dans laquelle elle décidait d'examiner, à sa quarante-quatrième session, l'influence des divers modes de propriété sur la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Le 7 décembre 1987, l'Assemblée générale a adopté la résolution 42/115, intitulée "Influence de la propriété sur la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales".

Autres questions

A sa trente-neuvième session, la Sous-Commission a adopté plusieurs résolutions sur ce point. Dans sa résolution 1987/27, en particulier, elle soumettait à la Commission l'étude sur le droit à une alimentation suffisante en tant que droit de l'homme, et recommandait au Conseil économique et social, par l'intermédiaire de la Commission, de décider que cette étude soit publiée par l'Organisation des Nations Unies. Dans sa résolution 1987/29 A, la Sous-Commission recommandait à la Commission et au Conseil économique et social de l'autoriser à nommer un Rapporteur spécial chargé d'étudier les problèmes, les politiques et les mesures positives tendant à une réalisation plus effective des droits économiques, sociaux et culturels. A cet égard, il convient aussi de se reporter à la partie B de cette résolution, qui contient des recommandations précises à la Commission sur cette question.

9. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et son application aux peuples assujettis à une domination coloniale ou étrangère ou à l'occupation étrangère

Ce point est inscrit à l'ordre du jour de la Commission depuis 1975. Depuis sa trente-deuxième session, la Commission a adopté à chaque session une ou plusieurs résolutions sur cette question.

A sa quarante-troisième session, la Commission a adopté sur ce point les résolutions suivantes : la résolution 1987/3, intitulée "Question du Sahara occidental", la résolution 1987/4, intitulée "La situation en Palestine occupée", la résolution 1987/5, intitulée "La situation en Afghanistan", la résolution 1987/6, intitulée "La situation au Kampuchea", et la résolution 1987/7, intitulée "La situation en Afrique australe".

A sa quarante-troisième session, la Commission a aussi adopté la résolution 1987/16, dans laquelle elle décidait de nommer pour un an un rapporteur spécial chargé d'examiner la question de l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elle y demandait au Rapporteur spécial de lui soumettre, à sa quarante-quatrième session, un rapport sur ce qu'il aurait fait à ce sujet. Le Conseil économique et social a fait sienne cette résolution de la Commission par sa décision 1987/144.

Le 1er septembre 1987, le Président de la Commission a nommé M. Enrique Bernales Ballesteros (Pérou) Rapporteur spécial de la Commission sur la question des mercenaires.

Le 7 décembre 1987, l'Assemblée générale a adopté la résolution 42/96, sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination, ainsi que les résolutions 42/94 et 42/95, sur la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination.

A sa quarante-quatrième session, la Commission sera saisie du rapport du Secrétaire général sur la situation en Palestine occupée (E/CN.4/1988/13) et du rapport du Rapporteur spécial sur la question des mercenaires (E/CN.4/1988/14).

10. Question des droits de l'homme de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, en particulier :

- a) Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;
 - b) Etat de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;
 - c) Question des disparitions forcées ou involontaires
- a) Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Cette question est examinée tous les ans par la Commission, et régulièrement par l'Assemblée générale et par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Au nombre des mesures prises jusqu'à présent par l'Assemblée générale figurent l'adoption d'une Déclaration et d'une Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la création d'un Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture, et l'adoption d'un Code de conduite pour les responsables de l'application des lois ainsi que des Principes d'éthique médicale applicables au rôle du personnel de santé, en particulier des médecins, dans la protection des prisonniers et des détenus contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Dans sa résolution 1986/56, la Commission des droits de l'homme mentionnait un projet de protocole facultatif au projet de convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, soumis à la Commission par le Gouvernement costaricien (E/CN.4/1409), et qui prévoyait un système de visites périodiques qu'effectueraient un Comité d'experts dans les lieux de détention ou les prisons relevant de la juridiction des Etats parties. Dans cette résolution, la Commission recommandait aux autres régions intéressées où il existe un consensus sur ces idées d'examiner l'intérêt d'un projet de convention énonçant des idées analogues à celles du projet de protocole facultatif, et elle demandait au Secrétaire général de lui soumettre, à sa quarante-quatrième session, un rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs à l'élaboration de telles conventions. Le Secrétaire général fera rapport sur la question à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-quatrième session (E/CN.4/1988/16).

A sa quarante-troisième session, par sa résolution 1987/29, la Commission a décidé de proroger le mandat du Rapporteur spécial chargé d'examiner les questions se rapportant à la torture qu'elle avait nommé à l'origine par sa résolution 1985/33. Le Rapporteur spécial, M. Peter Kooijmans (Pays-Bas), présentera à la Commission un rapport d'ensemble sur ses activités concernant la question de la torture, conformément à la résolution susmentionnée.

La Commission sera saisie du rapport du Rapporteur spécial (E/CN.4/1988/17).

L'Assemblée générale a créé en décembre 1981 le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, (résolution 36/151), afin de recevoir des contributions volontaires et de les distribuer, par les voies établies en matière d'assistance, sous forme d'aide humanitaire, juridique et financière, aux personnes victimes de la torture et aux membres de leurs familles. Dans sa résolution 1987/31, la Commission a exprimé sa gratitude et ses remerciements aux gouvernements, aux organisations et aux particuliers qui avaient déjà contribué au Fonds, et a lancé un appel à ceux qui étaient en mesure de le faire pour qu'ils répondent favorablement aux demandes de contributions. La Commission priait en outre le Secrétaire général de la tenir chaque année informée du fonctionnement du Fonds.

Le 7 décembre 1987, l'Assemblée générale a adopté sa résolution 42/229, dans laquelle elle approuvait les appels et les demandes de la Commission.

La Commission sera saisie du rapport du Secrétaire général sur le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-deuxième session (A/42/701). Le Secrétaire général l'informerait oralement des faits nouveaux survenus depuis la distribution de ce rapport.

b) Etat de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Par sa résolution 1987/30, la Commission a prié le Secrétaire général de continuer à présenter à l'Assemblée générale et à la Commission des droits de l'homme des rapports annuels sur l'état de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, qui a été ouverte à la signature le 4 février 1985 et est entrée en vigueur le 26 juin 1987.

La Commission sera saisie du rapport du Secrétaire général (E/CN.4/1988/18) demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 42/123, en date du 7 décembre 1987.

c) Question des disparitions forcées ou involontaires

Conformément à la résolution 33/173 de l'Assemblée générale, la Commission, par sa résolution 20 (XXXVI) du 29 février 1980, avait décidé de créer pour une durée d'un an un groupe de travail composé de cinq de ses membres, agissant en tant qu'experts nommés à titre personnel, pour examiner les questions concernant les disparitions forcées ou involontaires de personnes. A ses trente-septième à quarante et unième sessions, la Commission a prolongé d'un an le mandat du Groupe de travail.

A sa quarante-deuxième session, la Commission a, par sa résolution 1986/55, décidé notamment de prolonger de deux ans, à titre d'essai, le mandat du Groupe de travail, tout en maintenant le principe d'un rapport annuel du Groupe et de réexaminer la question à sa quarante quatrième session. A sa quarante-troisième session, la Commission a, par sa résolution 1987/27, prié le Groupe de travail de lui soumettre, à sa quarante-quatrième session, un rapport sur ses activités ainsi que ses conclusions et recommandations.

La Commission sera saisie du rapport principal du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires (E/CN.4/1988/19), ainsi que d'un rapport sur la visite que deux de ses membres ont faite au Guatemala sur l'invitation du Gouvernement de ce pays (E/CN.4/1988/19/Add.1).

L'attention de la Commission est aussi appelée sur la résolution 42/142 de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1987.

Autres questions

Les droits de l'homme en cas d'état de siège ou d'exception

Par sa résolution 1983/18, la Commission avait prié la Sous-Commission de proposer, pour qu'elle les examine à sa quarantième session, des mesures propres à assurer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales partout où, dans le monde, existent des situations d'état de siège ou d'exception. Comme suite à cette demande, la Sous-Commission avait décidé, dans sa résolution 1983/30, de demander à son Groupe de travail sur la détention de tenir à jour chaque année une liste des pays qui proclament ou abrogent l'état d'exception, et de présenter à la Commission un rapport annuel contenant des renseignements dignes de foi sur le respect des règles nationales et internationales garantissant la légalité de la mise en oeuvre de tout état d'exception. A la demande de la Sous-Commission (voir résolution 1984/27), le Conseil économique et social, par sa résolution 1985/37, avait autorisé cet organe à désigner un rapporteur spécial pour accomplir la tâche décrite dans la résolution 1983/30. Par sa résolution 1985/32, la Sous-Commission avait demandé à M. Leandro Despouy, Rapporteur spécial désigné pour accomplir cette tâche, de lui présenter son premier rapport à sa trente-neuvième session.

A sa quarante-deuxième session, la Commission avait décidé (décision 1986/104) d'examiner ce rapport à sa quarante-troisième session en lui accordant un rang de priorité élevé. La trente-neuvième session de la Sous-Commission, initialement prévue pour août 1986, ayant été reportée, la Commission n'a été saisie d'aucun rapport à sa quarante-troisième session. A cette session, la Commission, par sa résolution 1987/33, a prié la Sous-Commission de se pencher à nouveau sur la question des états d'exception, conformément à sa décision 1986/104.

A sa trente-neuvième session, la Sous-Commission était saisie du premier rapport annuel et de la liste des Etats qui avaient proclamé, prorogé ou abrogé un état d'exception depuis le 1er janvier 1985 (E/CN.4/Sub.2/1987/19). Elle a adopté sur cette question la résolution 1987/25, par laquelle elle invitait notamment le Rapporteur spécial à poursuivre sa tâche et à lui présenter, à sa quarantième session, le prochain rapport annuel ainsi que

la liste, et, le cas échéant, à mettre à jour le rapport qu'il lui avait déjà soumis, afin que la Commission soit saisie à sa quarante-quatrième session d'informations aussi récentes et précises que possible.

A sa quarante-quatrième session, la Commission sera saisie du rapport mis à jour du Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1).

Détention non reconnue de personnes

A sa trente-huitième session, en 1985, la Sous-Commission avait mis au point la version révisée d'un projet de déclaration contre la détention non reconnue de personnes et recommandé dans sa résolution 1985/26, par l'intermédiaire de la Commission, l'adoption de cette déclaration. A sa quarante-deuxième session, la Commission avait décidé, dans sa décision 1986/106, de ne pas se prononcer sur cette recommandation, et avait invité la Sous-Commission à réexaminer la question d'une déclaration contre la détention non reconnue, en vue de lui en soumettre un nouveau texte à sa quarante-troisième session. A sa trente-neuvième session, la Sous-Commission a adopté la décision 1987/108, par laquelle elle décidait, entre autres, de recommander à la Commission et au Conseil économique et social, compte tenu des travaux pertinents effectués par le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance et par le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, une déclaration selon laquelle l'usage arbitraire ou abusif de la force par les responsables de l'application des lois à l'encontre des personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement devrait, dans tous les pays, être puni en tant qu'infraction pénale.

Etude sur l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire, des jurés et assesseurs, et sur l'indépendance des avocats

Dans sa résolution 1987/33, la Commission priait la Sous-Commission d'examiner d'urgence la question de l'indépendance et de l'impartialité du pouvoir judiciaire, des jurés et des assesseurs et de l'indépendance des avocats, en tenant compte du rapport du Rapporteur spécial de la Sous-Commission sur ce sujet, et en vue de faire des recommandations à la Commission à sa quarante-quatrième session.

Par sa résolution 1987/23, adoptée à sa trente-neuvième session, la Sous-Commission a décidé d'examiner le projet de Déclaration sur ce sujet (E/CN.4/Sub.2/1985/18/Add.5/Rev.1) proposé par le Rapporteur spécial en séance plénière à sa prochaine session, et a décidé en outre que ce projet de Déclaration serait transmis par le Secrétaire général aux Etats membres et au Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, pour qu'ils envoient leurs observations et suggestions au Rapporteur spécial.

Les droits de l'homme dans l'administration de la justice

A sa quarante-troisième session, la Commission a adopté la résolution 1987/33, intitulée "Les droits de l'homme dans l'administration de la justice", qui a trait à une large gamme de questions concernant les droits de l'homme dans l'administration de la justice, y compris les travaux de la Sous-Commission et la coordination entre divers organes dans ce domaine.

Conformément au paragraphe 14 de cette résolution, le Secrétaire général rendra compte à la Commission de la mise en oeuvre de cette résolution (E/CN.4/1988/15).

Autres questions

Au titre de ce point de l'ordre du jour, la Commission souhaitera peut-être prendre acte de deux résolutions adoptées par la Sous-Commission à sa trente-neuvième session : la résolution 1987/21, intitulée "Fonctionnaires des Nations Unies et des institutions spécialisées en détention", et la résolution 1987/24, intitulée "Internement administratif sans chef d'inculpation ou jugement".

11. Action visant à encourager et développer davantage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et, notamment, question du programme et des méthodes de travail de la Commission; autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales; institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme.

La question de l'action visant à encourager et développer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales figure à l'ordre du jour de la Commission depuis 1963. La seconde partie du titre a été ajoutée conformément à la résolution 32/130 de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1977.

Analyse globale

Dans sa résolution 32/130, l'Assemblée générale formulait, entre autres, plusieurs concepts dont devait tenir compte l'approche du travail futur sur les questions concernant les droits de l'homme dans le cadre des organismes des Nations Unies, et priait la Commission de procéder à titre prioritaire, lors de sa trente-quatrième session, à une analyse globale des autres méthodes et moyens qui s'offrent au sein du système des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales à la lumière de certains des concepts énoncés dans cette résolution.

Le 7 décembre 1987, l'Assemblée générale a adopté la résolution 42/119, dans laquelle elle demandait à la Commission de poursuivre ses travaux sur l'analyse globale susmentionnée.

A chaque session, la Commission a examiné cette question, et, à sa quarante-troisième session, elle a adopté la décision 1987/108, considérant que le Secrétaire général avait demandé que lui soient communiquées des observations sur les priorités, les innovations et les mesures de limitation et de redéploiement des activités afin de l'aider à établir le plan à moyen terme de l'Organisation des Nations Unies pour 1990-1995. L'attention de la Commission est appelée sur cette demande, et sur le rapport qu'elle doit présenter à la Commission spéciale du Conseil économique et social.

La Commission a aussi décidé d'accorder une attention spéciale aux questions d'établissement des priorités, de planification des programmes, de financement et de ressources.

A cet égard, il convient de noter que, par la même décision, la Commission a décidé qu'il importerait, à sa quarante-quatrième session, de consacrer suffisamment de temps aux débats sur ces questions.

Information du public

A sa quarante-troisième session, la Commission a adopté la résolution 1987/39, qui contenait un certain nombre de demandes précises adressées au Secrétaire général en vue de faire connaître les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, et de faciliter et d'encourager les efforts entrepris à cette fin. A sa quarante-quatrième session, la Commission sera saisie du rapport du Secrétaire général sur l'application de cette résolution (E/CN.4/1988/20). L'attention de la Commission est aussi appelée sur la résolution 42/118 de l'Assemblée générale sur cette question, en date du 7 décembre 1987.

Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique

L'attention de la Commission est appelée sur les annotations au point 22 de l'ordre du jour, qui ont trait à l'organisation à Bangkok, du 12 au 23 octobre 1987, d'un cours de formation à l'enseignement des droits de l'homme dans le cadre du Programme des services consultatifs, conformément à la décision prise par la Commission à ce sujet dans sa résolution 1987/41. Le rapport sur ce cours fait l'objet du document E/CN.4/1988/39/Add.1.

Institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme

Dans sa résolution 39/144, l'Assemblée priait le Secrétaire général d'établir et de lui présenter, par l'intermédiaire de la Commission et du Conseil économique et social, un rapport récapitulatif qui pourrait être publié par la suite comme guide des Nations Unies sur les institutions nationales, à l'usage des gouvernements, contenant des renseignements sur les divers types et modèles d'institutions nationales et locales pour la protection et la promotion des droits de l'homme, compte tenu des différences de système social et juridique.

A sa quarante-troisième session, la Commission, par sa résolution 1987/40, a accueilli avec satisfaction le rapport récapitulatif du Secrétaire général sur les institutions nationales (E/CN.4/1987/37) et l'a prié de soumettre ce rapport, par l'intermédiaire du Conseil, à l'Assemblée générale à sa quarante-deuxième session, pour qu'elle l'examine en vue de le diffuser rapidement comme guide des Nations Unies. Le Conseil a fait sienne cette résolution par sa décision 1987/156.

12. Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, où qu'elle se produise dans le monde, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants, et notamment :

- a) Question des droits de l'homme à Chypre;
- b) Etude des situations qui semblent révéler l'existence d'un ensemble de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme, conformément à la résolution 8 (XXIII) de la Commission et aux résolutions 1235 (XLII) et 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social : rapport du Groupe de travail créé par la Commission à sa quarante-troisième session

Dans sa résolution 1164 (XLI), du 5 août 1966, le Conseil économique et social avait approuvé la décision prise par la Commission dans sa résolution 2 B (XXII), du 25 mars 1966, d'examiner, à sa vingt-troisième session la question de ses tâches et de ses fonctions, ainsi que celle du rôle qu'il lui appartenait de jouer en ce qui concerne les violations des droits de l'homme. Dans sa résolution 2144 A (XXI), du 26 octobre 1966, l'Assemblée générale invitait le Conseil et la Commission à examiner d'urgence les mesures à prendre afin de renforcer les moyens dont disposait l'Organisation des Nations Unies pour mettre fin aux violations des droits de l'homme partout où celles-ci se produisent. En application de ces résolutions, la Commission a adopté sa résolution 8 (XXIII), du 16 mars 1967, dans laquelle elle décidait d'examiner chaque année un point de l'ordre du jour consacré à la question des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le titre de ce point a été modifié ultérieurement par la Commission. Par la suite, le Conseil économique et social a adopté les résolutions 1235 (XLII) et 1503 (XLVIII), relatives à la question des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Dans sa résolution 32/130, l'Assemblée générale a décidé qu'en ce qui concernait l'approche des questions des droits de l'homme dans le cadre des organismes des Nations Unies, la communauté internationale devrait accorder ou continuer d'accorder la priorité à la recherche de solutions aux violations massives et flagrantes des droits de l'homme des peuples et des personnes affectés par des situations énumérées dans la résolution en question. L'Assemblée a rappelé ce point de vue dans des résolutions ultérieures, notamment la résolution 37/199. Dans sa résolution 34/175, intitulée "Mesures efficaces contre les violations massives et flagrantes des droits de l'homme" l'Assemblée a prié instamment les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, notamment la Commission des droits de l'homme, de prendre en temps opportun, dans le cadre de leur mandat, des mesures efficaces pour faire face aux cas présents et futurs de violations massives et flagrantes des droits de l'homme. Dans sa résolution 37/200, l'Assemblée a prié instamment tous les Etats de coopérer avec la Commission à l'étude de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans n'importe quelle région du monde et elle a prié la Commission de poursuivre ses efforts en vue d'améliorer l'aptitude du système des Nations Unies à prendre des mesures urgentes dans les cas de violations graves des droits de l'homme.

A sa quarante-deuxième session, l'Assemblée générale a examiné les rapports sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan (A/42/6671), au Chili (A/42/556 et Corr.1, voir point 5 ci-dessus), en El Salvador (A/42/641), en République islamique d'Iran (A/42/648) et dans le sud du Liban (A/42/504).

Conformément à ses propres résolutions et décisions, ainsi que, dans certains cas, aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale et par le Conseil économique et social, la Commission sera saisie, au titre de ce point de l'ordre du jour, des rapports suivants :

- a) Un rapport du Rapporteur spécial de la Commission sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan (E/CN.4/1988/25) (résolution 1987/58 de la Commission, décision 1987/151 du Conseil et résolution 42/135 de l'Assemblée);
- b) Un rapport du représentant spécial de la Commission sur la situation des droits de l'homme en El Salvador (E/CN.4/1988/23) (résolution 1987/51 de la Commission, décision 1987/148 du Conseil et résolution 42/137 de l'Assemblée);
- c) Un rapport du représentant spécial de la Commission sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran (E/CN.4/1988/24) (résolution 1987/55 de la Commission, décision 1987/150 du Conseil et résolution 42/136 de l'Assemblée);
- d) Un rapport du Rapporteur spécial de la Commission sur les exécutions sommaires ou arbitraires (E/CN.4/1988/22) (résolution 1987/57 de la Commission, résolution 1987/60 du Conseil et résolution 42/141 de l'Assemblée).
- e) Un rapport du Secrétaire général sur la situation des droits de l'homme dans le sud du Liban (A/42/504) (résolution 1987/54 de la Commission).

L'attention de la Commission est aussi appelée sur sa décision 1987/112, par laquelle elle a décidé que le rapport dont elle était saisie sur la situation au Guatemala au titre du point 22 de l'ordre du jour (E/CN.4/1988/42) pourrait être évoqué dans le cadre du point 12 si elle le jugeait nécessaire.

La Commission également examine la question des droits de l'homme et des exodes massifs depuis sa trente-septième session (1981). Par sa résolution 1987/56, la Commission a prié le Secrétaire général de l'informer de l'évolution des efforts déployés pour permettre à l'Organisation des Nations Unies de prévoir les situations nécessitant une assistance humanitaire et d'agir plus efficacement et plus rapidement. Le 7 décembre 1987, l'Assemblée générale, par sa résolution 42/144, a invité la Commission à maintenir la question des droits de l'homme et des exodes massifs à l'étude, en vue de formuler des recommandations appropriées concernant les nouvelles mesures à prendre dans ce domaine.

Par sa décision 1985/152, le Conseil économique et social a approuvé la décision 1985/112 de la Commission, tendant à convoquer un groupe de travail, créé conformément à la décision 1984/116 de la Commission, pour élaborer une déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus. Le Groupe de travail a tenu sa première session en janvier 1986, et présenté son rapport à la quarante-deuxième session de la Commission. Dans sa résolution 1986/44 la Commission a recommandé au Conseil économique et social d'autoriser ce groupe de travail à composition non limitée à se réunir pendant une semaine avant sa quarante-troisième session afin de poursuivre l'élaboration d'un projet de déclaration sur le sujet. Par sa résolution 1986/37 le Conseil a entériné la recommandation de la Commission.

La Commission sera saisie du rapport du Groupe de travail sur cette question (E/CN.4/1988/26).

a) Question des droits de l'homme à Chypre

Il y a lieu de rappeler que la Commission a examiné pour la première fois la question des droits de l'homme à Chypre à sa trente-deuxième session, où elle a adopté sa résolution 4 (XXXII), le 2 février 1976. La Commission maintient cette question à son ordre du jour depuis lors, en priant le Secrétaire général de lui soumettre chaque année un rapport sur l'application des résolutions antérieures. A sa quarante-troisième session, la Commission, par sa résolution 1987/50, a prié à nouveau le Secrétaire général de lui rendre compte à sa quarante-quatrième session, de l'application de cette résolution. A sa quarante-quatrième session, la Commission sera saisie du rapport du Secrétaire général (E/CN.4/1988/27).

b) Etude des situations qui semblent révéler l'existence d'un ensemble de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme, conformément à la résolution 8 (XXIII) de la Commission et aux résolutions 1235 (XLII) et 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social : rapport du Groupe de travail créé par la Commission à sa quarante-troisième session

Dans sa résolution 1503 (XLVIII), du 27 mai 1970, intitulée "Procédures à adopter pour l'examen des communications relatives aux violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales", le Conseil a adopté de nouvelles règles touchant la procédure à suivre pour le traitement des communications. La Commission a été saisie pour la première fois lors de sa trentième session, en 1974, de situations particulières renvoyées par la Sous-Commission conformément à la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil. Depuis lors, des situations particulières concernant 42 pays ont été renvoyées à la Commission en vertu de cette procédure.

A sa trentième session, en 1974, la Commission a décidé (décision 3 du 6 mars 1974), sous réserve de l'approbation du Conseil économique et social, de constituer un groupe de travail composé de cinq de ses membres, compte dûment tenu des considérations de répartition géographique, pour examiner les situations particulières renvoyées à la Commission en application de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil. Le Groupe de travail s'est réuni avant la trente et unième session de la Commission, en 1975, et a présenté

à la Commission ses recommandations confidentielles. Depuis cette date, un groupe de travail analogue a été constitué tous les ans, avec l'accord du Conseil, afin d'examiner les situations particulières renvoyées chaque année à la Commission, ainsi que les situations dont la Commission est saisie depuis ses sessions antérieures.

A sa trentième session, la Commission a décidé aussi que les gouvernements intéressés seraient dorénavant invités à soumettre des observations écrites sur les situations particulières qui lui sont renvoyées (par. 4 de la décision 3, du 6 mars 1974).

En 1978, la Commission a décidé d'adresser aux Etats directement intéressés, dans le courant de la première semaine de chaque session, des invitations à envoyer des représentants pour prendre la parole devant la Commission et répondre à toutes questions que pourraient leur poser ses membres (décision 5 (XXXIV)).

En 1979, la Commission a décidé d'autoriser désormais ses groupes de travail à communiquer aussitôt que possible aux gouvernements directement intéressés le texte des recommandations pertinentes, afin de faciliter la participation de ces gouvernements à l'examen des situations concernant leur pays, comme prévu dans la décision 5 (XXXIV) de la Commission (décision 14 (XXXV)).

En 1980, la Commission a décidé que les Etats invités à participer aux séances privées de la Commission au titre de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil auraient le droit d'assister et de participer à la discussion pendant tout le débat consacré à la situation qui les concernait, ainsi que d'être présents lors de l'adoption de la décision finale sur ladite situation (décision 9 (XXXVI), du 7 mars 1980).

Toute mesure prise en application de la procédure instituée par la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social reste confidentielle tant que la Commission n'a pas décidé de faire des recommandations au Conseil. La documentation relative à la procédure est elle aussi confidentielle.

A sa quarante-troisième session, la Commission a décidé, comme les années précédentes, de constituer un groupe de travail qui se réunirait pendant une semaine avant sa quarante-quatrième session pour examiner les situations particulières qui pourraient lui être renvoyées par la Sous-Commission à sa trente-neuvième session, en vertu de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil, ainsi que les situations dont elle restait saisie (décision 1987/103 de la Commission). Dans sa décision 1987/141, le Conseil économique et social a approuvé la constitution du Groupe de travail, qui doit se réunir du 25 au 29 janvier 1988.

A sa quarante-quatrième session, la Commission sera saisie du rapport de son Groupe de travail des situations ainsi que d'autres documents confidentiels concernant ce point, y compris le rapport confidentiel de la Sous-Commission à sa trente-neuvième session (E/CN.4/1988/R.1 et additifs), les rapports sur l'application des décisions confidentielles adoptées à la dernière session de la Commission et les observations éventuelles des gouvernements intéressés (à paraître dans la série E/CN.4/1988/R...).

En outre, la Commission sera saisie de la documentation antérieure sur les situations qui lui sont soumises. Les documents confidentiels susmentionnés seront remis en mains propres aux membres de la Commission au cours de la session.

Le chapitre IX du rapport de la Sous-Commission sur les travaux de sa trente-neuvième session (E/CN.4/1988/37 - E/CN.4/Sub.2/1987/42) se rapporte aussi à cette question.

13. Question d'une convention relative aux droits de l'enfant

La Commission avait décidé en 1978 d'inscrire ce point à son ordre du jour (voir E/1987/34, par. 349 b)). Depuis lors, l'Assemblée générale et la Commission examinent chaque année la question de l'élaboration d'une convention sur les droits de l'enfant. En 1979, la Commission a établi un groupe de travail de session à composition non limitée pour l'aider dans cette tâche. Depuis 1981, avec l'autorisation du Conseil économique et social, le Groupe de travail se réunit pendant une semaine avant la session de la Commission. A sa quarante-troisième session, la Commission, par sa résolution 1987/48, a prié à nouveau le Conseil d'autoriser un groupe de travail à composition non limitée à se réunir pendant une semaine avant sa quarante-quatrième session. Le Conseil a donné son autorisation dans sa résolution 1987/58.

Le 7 décembre 1987, l'Assemblée générale a adopté la résolution 42/101, par laquelle elle prie la Commission d'accorder le rang de priorité le plus élevé au projet de convention et de n'épargner aucun effort pour l'achever lors de ses quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions, ainsi que de lui présenter ce projet à sa quarante-quatrième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

La Commission sera saisie du rapport du groupe de travail à composition non limitée (E/CN.4/1988/28).

14. Mesures destinées à améliorer la situation et à faire respecter les droits de l'homme et la dignité de tous les travailleurs migrants

Les questions relatives aux droits de l'homme des travailleurs migrants sont examinées par la Commission depuis sa vingt-neuvième session, en 1973 (résolution 3 (XXIX)).

A sa trente-cinquième session, en 1980, l'Assemblée générale a établi un groupe de travail à composition non limitée pour élaborer une convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leurs familles; elle a régulièrement renouvelé le mandat de ce groupe de travail.

A sa quarante-troisième session, la Commission a prié le Secrétaire général, par sa résolution 1987/43, de l'informer des progrès accomplis dans l'élaboration de cette convention.

A sa quarante-quatrième session, la Commission sera saisie des rapports présentés par le groupe de travail de l'Assemblée générale en 1987 (A/C.3/42/1 et A/C.3/42/6). Sur la base de ces rapports, l'Assemblée a adopté la résolution 42/140, par laquelle elle a prolongé le mandat du groupe de travail.

15. Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique

Suite à la résolution XI de la Conférence internationale des droits de l'homme (Téhéran, 1968), l'Assemblée générale a examiné à diverses sessions les problèmes relatifs aux droits de l'homme qui découlent des progrès de la science et de la technique. Cette question est aussi inscrite en permanence à l'ordre du jour de la Commission depuis sa vingt-septième session. A sa trente-neuvième session, la Commission a décidé de l'examiner tous les deux ans à partir de sa quarantième session.

A sa quarante-deuxième session, la Commission a adopté les résolutions 1986/9, 1986/10, 1986/11 et 1986/12 au titre de ce point de l'ordre du jour. Dans la résolution 1986/9, elle invitait l'Université des Nations Unies, en coopération avec les autres instituts de recherche et établissements universitaires intéressés, à étudier les effets tant positifs que négatifs des progrès scientifiques et techniques sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et à l'informer des résultats de son étude.

Dans sa résolution 1986/10, la Commission priait le Secrétaire général, à la lumière des observations et des vues des Etats membres, de lui soumettre, à sa quarante-quatrième session, un rapport sur la mise en oeuvre de cette résolution.

Dans la résolution 1986/11, la Commission priait à nouveau la Sous-Commission d'établir à titre prioritaire une étude sur l'utilisation des résultats du progrès de la science et de la technique pour assurer le droit au travail et au développement.

Par sa résolution 1986/12, la Commission priait instamment la Sous-Commission, à titre hautement prioritaire, d'accorder suffisamment de temps à son groupe de travail de session pour élaborer un projet d'ensemble de principes, de directives et de garanties sur la question des personnes détenues pour maladie mentale ou souffrant de troubles mentaux. A sa trente-neuvième session, la Sous-Commission a adopté la résolution 1987/22, par laquelle elle recommande à la Commission de la prier d'accorder, à sa quarantième session, une importance beaucoup plus grande au Groupe de travail et à son travail de rédaction, afin d'achever les travaux concernant le projet d'ensemble de principes, directives et garanties.

Le Conseil économique et social a également adopté une résolution se rapportant à cette question : la résolution 1987/36, intitulée "Utilisation de la science et de la technique dans l'intérêt du développement social et économique".

A sa quarante-quatrième session, la Commission sera saisie d'une note du Secrétaire général sur les résultats de l'étude effectuée par l'Université des Nations Unies conformément à sa résolution 1986/9 (E/CN.4/1988/48), et du rapport du Secrétaire général établi en application de sa résolution 1986/10 (E/CN.4/1988/29).

L'attention de la Commission est aussi appelée sur les résolutions 42/98, 42/99 et 42/100 de l'Assemblée générale, qui se rapportent à cette question.

16. Application de la Convention internationale sur la répression et le châtimement du crime d'apartheid

La Convention internationale sur la répression et le châtimement du crime d'apartheid a été adoptée et ouverte à la signature et à la ratification le 30 novembre 1973, par la résolution 3068 (XXVIII) de l'Assemblée générale. Elle est entrée en vigueur le 18 juillet 1976.

Au 1er décembre 1987, 86 Etats étaient parties à la Convention.

En 1980, par sa résolution 12 (XXXVI) la Commission a décidé de maintenir la question en permanence à son ordre du jour.

A sa quarante-troisième session la Commission a adopté sa résolution 1987/11, par laquelle elle a pris acte avec satisfaction du rapport du Groupe de trois membres de la Commission qui a été créé en application de la Convention (E/CN.4/1987/28), prié le Groupe, à la lumière des vues exprimées par les Etats parties, de continuer à examiner l'importance et la nature du rôle joué par les sociétés transnationales dans le maintien du système d'apartheid en Afrique du Sud, y compris les actions en justice qui pourraient être entreprises, en vertu de la Convention, contre les sociétés transnationales dont les activités en Afrique du Sud relèvent du crime d'apartheid, et de faire rapport à la Commission à sa quarante-quatrième session; et décidé que le Groupe des Trois tiendrait, avant la quarante-quatrième session de la Commission, une réunion d'une durée n'excédant pas cinq jours, pour examiner les rapports soumis par les Etats parties en application de l'article VII de la Convention.

Le Groupe des Trois doit se réunir à Genève du 25 au 29 janvier 1988.

A sa quarante-quatrième session, la Commission sera saisie : a) d'une note du Secrétaire général relative à l'état de la Convention et aux rapports présentés par les Etats parties conformément à son article VII (E/CN.4/1988/30); b) des rapports communiqués par les Etats parties à la Convention conformément à l'article VII (E/CN.4/1988/30/Add.1 à 5, et éventuellement autres additifs); c) des observations et renseignements communiqués par les Etats parties, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales conformément à la résolution 1987/11 de la Commission (E/CN.4/1988/31 et éventuellement additifs); d) du rapport du Groupe des Trois (E/CN.4/1988/32).

17. a) Etude, menée en collaboration avec la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, des moyens de faire appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'apartheid, au racisme et à la discrimination raciale
- b) Mise en oeuvre du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

- a) Etude, menée en collaboration avec la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, des moyens de faire appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'apartheid, au racisme et à la discrimination raciale

Par sa résolution 1983/10, la Sous-Commission avait recommandé que M. Asbjørn Eide fût chargé d'établir une étude sur les résultats obtenus et sur les obstacles rencontrés pendant la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, en insistant tout particulièrement sur les progrès faits éventuellement dans ce domaine entre la première et la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et compte tenu des résolutions que l'Assemblée générale pourrait adopter au vu du rapport de la deuxième Conférence mondiale ainsi que de la première phase de l'application du Programme d'action pour la deuxième Décennie. La Commission a fait sienne la proposition de la Sous-Commission dans sa résolution 1984/8.

Le Conseil économique et social a par la suite, dans sa résolution 1984/24, autorisé cette étude, et demandé à M. Eide de la soumettre à la Sous-Commission à sa trente-huitième session.

La première partie de l'étude (E/CN.4/Sub.2/1985/7) a été présentée à la Sous-Commission à sa trente-huitième session. Le deuxième rapport a été présenté à la Sous-Commission à sa trente-neuvième session, en 1987 (E/CN.4/Sub.2/1987/6). La Sous-Commission a par la suite adopté sa résolution 1987/6, dans laquelle elle approuvait le schéma proposé pour l'étude dans le dernier rapport intérimaire et recommandait à la Commission de prier le Conseil économique et social d'autoriser le rapporteur spécial à poursuivre la collecte des renseignements dont il a besoin pour mener l'étude à bien.

- b) Mise en oeuvre du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

Dans sa résolution 1987/12, la Commission a prié le Secrétaire général de l'informer chaque année des progrès accomplis dans la mise en oeuvre du plan d'activités pour la période 1985-1989 (A/39/167-E/1984/33 et Add.1 et 2), afin que la Commission puisse y apporter sa contribution. La Commission a en outre décidé que le sujet de l'examen thématique pour 1989 serait "Les facteurs politiques, historiques, économiques, sociaux et culturels qui contribuent au racisme, à la discrimination raciale et à l'apartheid".

Dans sa résolution 1987/2, le Conseil économique et social a invité, entre autres, les organes de l'Organisation des Nations Unies à participer pleinement à l'application du plan d'activités pour la période 1985-1989, et a décidé d'accorder en priorité une attention particulière aux activités concrètes prévues dans le Programme d'action pour la deuxième Décennie qui visent à éliminer l'apartheid, en raison de la situation explosive qui règne actuellement en Afrique australe.

A sa quarante-deuxième session, l'Assemblée générale était saisie du rapport annuel du Secrétaire général au Conseil sur les activités pertinentes des gouvernements, des organes des Nations Unies, des institutions spécialisées, des organisations intergouvernementales et des organisations

non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (E/1987/29 et Add. 1 à 3), du rapport du Secrétaire général indiquant, entre autres, les activités qu'il restait à entreprendre pour la période 1985-1989 et le projet de plan des activités à entreprendre durant la seconde moitié de la Deuxième décennie, 1990-1993 (A/42/493), et enfin de l'Etude des effets de la discrimination raciale sur les enfants appartenant à des minorités, en particulier les enfants de travailleurs migrants, dans les domaines de l'enseignement, de la formation et de l'emploi (A/42/492).

La Commission sera saisie du rapport du Secrétaire général sur ce point (E/CN.4/1988/33), du rapport du Secrétaire général indiquant, entre autres, les activités qu'il reste à entreprendre pour la période 1985-1989 et le projet de plan des activités à entreprendre durant la seconde moitié de la Deuxième décennie, 1990-1993 (A/42/493), du texte de la résolution 42/47 de l'Assemblée générale et du plan d'activités approuvé pour la seconde moitié de la décennie qui y est annexé, de l'étude des effets de la discrimination raciale sur les enfants appartenant à des minorités, en particulier les enfants de travailleurs migrants, dans les domaines de l'enseignement, de la formation et de l'emploi (A/42/492), et des rapports annuels sur la discrimination raciale présentés par l'Organisation internationale du Travail (E/CN.4/1988/34) et par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (E/CN.4/1988/35), conformément à la résolution 1588 (L) du Conseil économique et social et à la résolution 2785 (XXVI) de l'Assemblée générale.

18. Etat des pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme

Par sa résolution 1987/26, la Commission a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-quatrième session un rapport sur l'état du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, y compris toutes les réserves et les déclarations, et de faire figurer dans ce rapport des renseignements concernant les travaux du Conseil économique et social et du Comité des droits économiques, sociaux et culturels. En conséquence, la Commission disposera de renseignements sur l'état des pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et sur les activités du Conseil et du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (A/42/450), ainsi que sur les réserves, déclarations, notifications et objections concernant le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (E/C.12/1988/1), le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Protocole facultatif s'y rapportant.

19. Rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur sa trente-neuvième session

Le rapport de la Sous-Commission est examiné chaque année par la Commission des droits de l'homme. Le rapport de la Sous-Commission sur les travaux de sa trente-neuvième session est paru sous la cote E/CN.4/1988/37-E/CN.4/Sub.2/1987/42.

A sa trente-neuvième session, la Sous-Commission a adopté 33 résolutions et 13 décisions, dont le texte est reproduit dans le rapport.

Projets de résolution recommandés à la Commission des droits de l'homme pour adoption

La section A du chapitre I du rapport contient 11 projets de résolution que la Sous-Commission recommande formellement à la Commission pour adoption. Il s'agit des textes suivants :

<u>Projet de résolution</u>	<u>Titre</u>
I	Promotion du respect universel des droits de l'homme
II	Dossiers des crimes de guerre - accès et directives
III	Mise en oeuvre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale
IV	Mesures à prendre pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale et rôle de la Sous-Commission
V	Rapport sur les banques, sociétés transnationales et autres organisations aidant le régime raciste d'Afrique du Sud
VI	Etude du problème de la discrimination à l'encontre des populations autochtones
VII	Proposition tendant à proclamer une Année internationale des populations autochtones du monde
VIII	Projet de déclaration de principes sur les droits des populations autochtones
IX	Etude sur les traités conclus entre les populations autochtones et les Etats
X	Projet d'ensemble de directives, principes et garanties visant les droits des personnes détenues pour maladie mentale ou souffrant de troubles mentaux
XI	Le droit à l'alimentation

Résolutions et décisions se rapportant à des questions qui sont portées à l'attention de la Commission et qui appellent un examen ou une décision de la part de la Commission

<u>Résolutions</u>	<u>Titre</u>
1987/9, paragraphe 5	Situation en Namibie
1987/12, paragraphes 2 et 3	La situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran
1987/13, paragraphe 4	La situation au Timor oriental

1987/14	Récupération des biens nationaux, illégalement soustraits par des personnes coupables de violations des droits de l'homme
1987/18, paragraphe 7	La situation en El Salvador
1987/20, paragraphes 1 à 4	La situation des droits de l'homme au Chili
1987/21, paragraphe 2	Fonctionnaires des Nations Unies et des institutions spécialisées en détention
1987/25, paragraphe 4	La question des droits de l'homme et les états d'exception
1987/29 A, paragraphe 1 1987/29 B, paragraphes 1 et 2	Etude des problèmes des politiques et des mesures positives tendant à une réalisation plus effective des droits économiques, sociaux et culturels
1987/32, paragraphes 3 et 4	Rapport du Groupe de travail sur l'esclavage et les pratiques esclavagistes
1987/33, paragraphe 5	Elimination de toutes les formes d'intolérance ou de discrimination fondées sur la religion ou la conviction

Décision

Titre

1987/108, paragraphe 3 d)	Question des droits de l'homme dans le cas des personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement
---------------------------	---

20. Droits des personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques, religieuses ou linguistiques

A sa trente-quatrième session, en 1978, la Commission a créé un groupe de travail officieux, ouvert à tous ses membres, pour examiner les questions relatives à l'élaboration d'une déclaration sur les droits des membres des minorités, en se fondant sur un texte qui avait été présenté par la Yougoslavie (E/CN.4/L.1367) et qui devait servir de point de départ à un échange de vues. La Commission a continué à examiner cette question à chacune de ses sessions ultérieures, lors desquelles elle a établi à cette fin un groupe de travail de session à composition non limitée.

La Sous-Commission a elle aussi examiné la question à ses trente-deuxième, trente-troisième, trente-septième et trente-huitième sessions (décisions 1 (XXXII), 1 (XXXIII) et 1984/101, et résolution 1985/6 de la Sous-Commission).

A sa quarante-troisième session, la Commission a adopté la résolution 1987/47, dans laquelle elle décidait de créer, à sa quarante-quatrième session, un groupe de travail à composition non limitée,

afin de poursuivre l'examen du projet de déclaration révisé présenté par la Yougoslavie, en tenant compte de tous les documents pertinents, en précisant que le Groupe de travail ne tiendrait pas moins de quatre séances complètes, de préférence pendant la première semaine de la quarante-quatrième session.

A sa quarante-quatrième session, la Commission sera saisie du rapport du Groupe de travail de session à composition non limitée (E/CN.4/1988/36).

21. Mesures à prendre contre toutes les idéologies et pratiques totalitaires ou autres, y compris le nazisme, le fascisme et le néofascisme, qui sont fondées sur l'intolérance ou l'exclusivisme racial ou ethnique, la haine, la terreur, le déni systématique des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ou qui ont de telles conséquences

Conformément à la résolution 36/162 de l'Assemblée générale, datée du 16 décembre 1981, la Commission des droits de l'homme examine cette question depuis sa trente-huitième session. A sa quarante-deuxième session, elle a décidé d'examiner la question tous les deux ans.

A sa quarante et unième session, l'Assemblée générale a adopté le 4 décembre 1986 la résolution 41/160, intitulée "Mesures à prendre contre les activités nazies, fascistes et néo-fascistes et toutes les autres formes d'idéologies et pratiques totalitaires fondées sur l'intolérance raciale, la haine et la terreur". L'Assemblée y invite les Etats Membres à adopter, conformément à leurs systèmes constitutionnels nationaux et aux dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, en leur accordant un rang de priorité élevé, des mesures déclarant punissable par la loi toute diffusion d'idées fondées sur la supériorité raciale ou la haine et de propagande en faveur de la guerre, y compris des idéologies nazies, fascistes et néo-fascistes et elle y invite en outre tous les Etats et toutes les organisations internationales à présenter au Secrétaire général des observations et informations sur l'application de la résolution et elle y prie le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-troisième session, un rapport établi à la lumière des débats qui auraient lieu à la Commission et sur la base des observations communiquées par les Etats et les organisations internationales.

22. Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme

A sa quarante-troisième session, la Commission, par sa résolution 1987/37, a prié le Secrétaire général de lui faire rapport, à sa quarante-quatrième session, sur les progrès réalisés dans l'application du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme. La Commission sera saisie de ce rapport (E/CN.4/1988/40).

Par sa résolution 1987/38, la Commission a prié le Secrétaire général de constituer et de gérer, conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, un fonds de contributions volontaires pour les services consultatifs et l'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme, et de lui faire rapport chaque année sur le fonctionnement et la gestion du fonds dans le cadre de son rapport annuel sur les services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme. La Commission sera saisie de ce rapport (E/CN.4/1988/40).

Par sa résolution 1987/41, relative aux arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique, la Commission a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa quarante-quatrième session, un nouveau rapport contenant des informations sur les progrès réalisés dans l'application de la résolution et, en particulier, sur le cours de formation à l'enseignement des droits de l'homme qui devait se tenir à Bangkok en 1987. La Commission sera saisie du rapport du Secrétaire général (E/CN.4/1988/39) et du rapport sur le cours de formation, qui s'est tenu à Bangkok du 12 au 23 octobre 1987 (E/CN.4/1988/39/Add.1).

A sa quarante-troisième session, la Commission a adopté la résolution 1987/13, dans laquelle elle priait le Secrétaire général de nommer un expert afin d'aider le Gouvernement haïtien, par la voie de contacts directs, à restaurer pleinement les droits de l'homme à Haïti. La Commission sera saisie du rapport de l'expert (E/CN.4/1988/38).

La Commission sera également saisie, au titre de ce point de l'ordre du jour, du rapport du Secrétaire général sur la situation en Guinée équatoriale (E/CN.4/1988/6), en application de sa résolution 1987/36.

A sa quarante-troisième session, la Commission a adopté la résolution 1987/53, dans laquelle elle priait le Secrétaire général de nommer un expert afin d'aider, par des contacts directs, le Gouvernement guatémaltèque à prendre les mesures nécessaires. La Commission sera saisie du rapport de l'expert (E/CN.4/1988/42). On peut également se reporter sur ce point à la décision 1987/112 de la Commission, ainsi qu'aux annotations pertinentes du point 12.

23. Application de la Déclaration sur toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction

Après la proclamation par l'Assemblée générale, en 1981, de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction (résolution 36/55), la Commission et la Sous-Commission, à la demande de l'Assemblée, ont entrepris l'examen des mesures à prendre pour appliquer cette déclaration.

A sa quarante-troisième session, la Commission a adopté la résolution 1987/15, dans laquelle elle priait le Secrétaire général d'établir, sur la base des renseignements fournis par les Etats Membres, un additif au répertoire des lois et règlements nationaux des Etats concernant la liberté de religion ou de conviction, eu égard en particulier aux mesures prises pour lutter contre l'intolérance ou la discrimination dans ce domaine. Elle invitait également le Secrétaire général à lui présenter, à sa quarante-quatrième session, un rapport sur les observations des Etats Membres à l'égard des modalités selon lesquelles on pourrait établir un instrument international obligatoire, grâce notamment à la création possible d'un groupe de travail (par. 11). Elle décidait enfin d'examiner, à sa quarante-quatrième session, la question de l'élaboration d'un tel instrument à la lumière du rapport du Secrétaire général, du rapport de Mme Odio-Benito, Rapporteur spécial de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/1987/26), et des observations pertinentes de la Sous-Commission. A cet égard, il y a lieu de mentionner la résolution 1987/33, adoptée par la Sous-Commission à sa trente-neuvième session.

Dans la même résolution, la Commission décidait de proroger d'un an le mandat du Rapporteur spécial, M. Angelo Vidal d'Almeida Ribeiro, chargé d'examiner les incidents et les mesures gouvernementales signalés dans toutes les parties du monde qui sont incompatibles avec les dispositions de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, et de recommander les mesures à prendre pour y remédier, selon qu'il conviendrait, et l'invitait à tenir compte, en s'acquittant de son mandat, de la nécessité d'être en mesure d'utiliser efficacement les renseignements crédibles et dignes de foi dont il serait saisi et de s'acquitter de sa tâche avec discrétion et indépendance. Cette résolution a été approuvée par le Conseil dans sa décision 1987/143.

A sa quarante-quatrième session, la Commission sera saisie des documents suivants : a) rapport du Secrétaire général contenant l'additif au répertoire (E/CN.4/1988/43); b) rapport du Secrétaire général contenant les observations faites par les Etats Membres, établi en application du paragraphe 11 de la résolution 1987/15 (E/CN.4/1988/44); c) rapport du Rapporteur spécial, M. d'Almeida Ribeiro (E/CN.4/1988/45); d) étude du Rapporteur spécial de la Sous-Commission, Mme Odio Benito (E/CN.4/Sub.2/1987/26), et des comptes rendus analytiques des débats de la Sous-Commission sur cette étude (E/CN.4/1987/SR.27/Add.1-SR.29).

L'attention des membres de la Commission est également appelée sur la résolution 42/97, adoptée par l'Assemblée générale le 7 décembre 1987 et intitulée "Elimination de toutes les formes d'intolérance religieuse".

24. Election de membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Conformément aux résolutions 1334 (XLIV) du 31 mai 1968 et 1983/32 du Conseil économique et social, la Commission des droits de l'homme a élu à sa quarantième session, en 1984, les 26 membres de la Sous-Commission ainsi que leurs suppléants pour un mandat de trois ans, sur la base de la liste des experts désignés par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

En 1986, conformément à la décision 40/472 de l'Assemblée générale, datée du 9 mai 1986, la Sous-Commission ne s'est pas réunie. En conséquence, à sa session d'organisation de 1987, le Conseil économique et social a, sur la recommandation de l'Assemblée générale, décidé de proroger le mandat des membres de la Sous-Commission et de remettre à la quarante-quatrième session de la Commission, en 1988, l'élection de nouveaux membres (décision 1987/102).

A sa quarante-quatrième session, la Commission sera saisie d'une note du Secrétaire général (E/CN.4/1988/46) contenant les candidatures reçues des Etats Membres.

Conformément à la décision 1978/21 du Conseil économique et social, la composition de la Sous-Commission est la suivante : a) sept membres parmi les Etats d'Afrique; b) cinq membres parmi les Etats d'Asie; c) six membres parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats; d) cinq membres parmi les Etats d'Amérique latine; e) trois membres parmi les Etats d'Europe orientale.

L'attention des membres de la Commission est appelée sur la résolution 1986/35 du Conseil économique et social, qui concerne la procédure d'élection des membres de la Sous-Commission, et par laquelle le Conseil économique et social a décidé que, à compter de 1987, les membres de la Sous-Commission seraient élus pour un mandat de quatre ans, que l'élection de la moitié des membres de la Sous-Commission et, le cas échéant, de leurs suppléants auraient lieu tous les deux ans et que, en conséquence, lors des élections qui auraient lieu en 1987^{*/}, le Président tirerait au sort le nom des membres dont le mandat expirerait dans deux ans. En conséquence, le Conseil a autorisé le Président de la Commission des droits de l'homme à sa quarante-troisième session à tirer au sort le nom des membres et, le cas échéant, celui de leurs suppléants, dont le mandat expirera au bout de deux ans, sur la base suivante : trois membres parmi les Etats d'Afrique; trois membres parmi les Etats d'Asie; trois membres parmi les Etats d'Amérique latine; un membre parmi les Etats d'Europe orientale; et trois membres parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

L'attention des membres de la Commission est aussi appelée sur la résolution 1983/32 du Conseil économique et social par laquelle le Conseil a décidé que, nonobstant le paragraphe 2 de l'article 13 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil, certaines règles s'appliqueraient désormais à la Sous-Commission. Aux termes de ces règles, lors de la désignation d'un candidat à un siège à la Sous-Commission, il est loisible de désigner en même temps un expert de la même nationalité qui sera élu simultanément avec lui et pourra le suppléer temporairement dans ses fonctions en cas d'empêchement, les qualifications requises sont les mêmes pour les suppléants que pour les membres et est seul habilité à suppléer un membre dans ses fonctions l'expert qui a été élu suppléant.

25. Projet d'ordre du jour provisoire de la quarante-cinquième session de la Commission

L'article 9 du règlement intérieur prévoit que le Secrétaire général présente à la Commission, à chacune de ses sessions, un projet d'ordre du jour provisoire pour la session suivante, avec des renseignements indiquant, à propos de chaque question, les documents qui seront soumis au titre de cette question et la décision de l'organe délibérant qui en a autorisé la préparation, afin de permettre à la Commission d'examiner ces documents du point de vue de la contribution qu'ils apportent à ses travaux ainsi que de leur urgence et de leur intérêt au regard de la situation existante.

La Commission sera saisie avant la fin de sa quarante-quatrième session d'une note contenant un projet d'ordre du jour provisoire pour sa quarante-cinquième session, ainsi que des renseignements concernant la documentation y relative.

^{*/} Du fait de la crise financière, les élections ont été, en fait reportées à la quarante-quatrième session de la Commission, en 1988 (voir décision 1987/102 du Conseil économique et social).

26. Rapport de la Commission au Conseil économique et social sur les travaux de sa quarante-quatrième session

Conformément à l'article 37 du règlement intérieur, la Commission soumet au Conseil un rapport, qui ne doit pas normalement dépasser 32 pages, sur les travaux de chaque session. Ce rapport contient un résumé concis des recommandations et précise les questions qui appellent une décision du Conseil. Dans la mesure du possible, les recommandations et résolutions contenues dans ce rapport sont présentées sous forme de projets soumis à l'approbation du Conseil.